



L'ECOLE
DES HAUTES
ETUDES EN
SCIENCES
SOCIALES



Edition
spéciale
MARS 2010

LES ARCHIVES SONORES L'EUROPE DU GOULAG



Le CNRS et RFI s'associent pour créer les premières archives sonores de l'Europe du Goulag. Un projet ambitieux mené par douze chercheurs européens (français, italien, allemand, roumain, hongrois, lituanien, polonais, russe) dans treize pays (Allemagne, Estonie, France, Hongrie, Italie, Kazakhstan, Lettonie, Lituanie, Pologne, Roumanie, Russie, République tchèque et Ukraine).

Avant, pendant et après la Seconde Guerre mondiale, près d'1 million d'Européens ont été déportés au Goulag, dans les camps de travail soviétiques ou relégués dans des villages isolés de la Sibérie et de l'Asie centrale.

120 témoignages de rescapés ont été recueillis en 11 langues : 250h de son numérique recueillis et archivés avec le soutien de RFI.

Le projet porté par le Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen (CERCEC, EHESS et CNRS) en partenariat avec RFI, est financé par l'Agence Nationale de la Recherche (ANR).

RFI est le partenaire radio exclusif de l'Europe du Goulag. Le centre Marc Bloch (Berlin), le Cefres (Prague), le CFRM (Moscou) et l'INED participent aussi à ce projet.

Trois émissions spéciales seront proposées à l'antenne de RFI dans le cadre de « La marche du monde », par Valérie Nivelon, les dimanches 14, 21 et 28 mars 2010.

*Une brigade
de travail en Sibérie*

NAISSANCE DU PROJET

“Je me souviens... c'était il y a quatre ans

Alain Blum, directeur du Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen (CERCEC; EHESS et CNRS) rentrait de Sibérie et nous racontait à moi et à l'historienne Marta Craveri, sa rencontre avec une babouchka déportée au goulag. Je réalisais à quel point cette histoire ne concernait pas la seule Russie d'aujourd'hui, mais aussi l'Europe élargie. J'étais fascinée, mais je ne pouvais que l'imaginer car il n'avait ramené aucun son !

Un million d'européens ont été déportés au goulag ou relégués en Sibérie ou au Kazakhstan, un passé longtemps caché par le rideau de fer, et encore méconnu. Il était encore temps de recueillir la parole des derniers témoins, en dépassant

les enjeux nationaux de chaque pays. Pour cela, il fallait monter un projet scientifique, à l'échelle de toutes les régions de l'Europe concernées. Et surtout il fallait enregistrer la voix des témoins. RFI est aujourd'hui le partenaire radio exclusif du CNRS pour créer les premières archives sonores de l'Europe du Goulag. Notre coproduction va permettre d'entendre et de comprendre, grâce à notre diffusion radio et internet, la parole des rescapés du goulag, une parole trop longtemps occultée. Parmi eux, certains sont juifs, et le goulag les a « paradoxalement » sauvés des camps de la mort. »

Valérie Nivelon, journaliste et productrice de « La marche du monde » sur RFI

3 émissions spéciales diffusées les dimanches 14, 21 et 28 mars

LA MARCHÉ DU MONDE

Productrice : Valérie Nivelon / Réalisation : Isabelle Godineau



Véra Chopik au goulag en train de coudre en 1956

Dimanche 14 mars

GOULAG : LES NATIONALISTES RACONTENT

(27 minutes)

Lorsqu'ils arrivent dans les camps du Goulag, Véra Chopik, nationaliste ukrainienne, arrêtée et déportée à l'âge de 21 ans et Antanas Seikalas, résistant lituanien, condamné à 10 ans de camp en 1950, découvrent toutes les nationalités du goulag, des hommes et des femmes qui ont combattu l'invasion soviétique. Ils témoignent. Exemple : Véra Chopik est ukrainienne. Elle a 80 ans. Elle nous a reçus chez elle à Lviv en Octobre 2009.

Elle est née en septembre 1929. Elle a 11 ans en juin 1941 quand elle va chercher son père à la prison de Ternopil. Il a été arrêté par les Soviétiques et il a disparu. « Ma mère avec une autre veuve ont attelé les chevaux et nous sommes parties à Terno-

pil. C'était au mois de juin. Il faisait très chaud. La prison était entourée de camions et le portail était bloqué par deux chars. On sentait la puanteur et les mouches volaient partout. Les gens regardaient et pleuraient : la prison était remplie de cadavres. La fosse aussi était remplie de cadavres et le mur était couvert de traces de balles. »

Engagée auprès des nationalistes, elle a 21 ans quand elle est arrêtée et emmenée dans le Minlag, un camp spécial près de la ville d'Inta dans la République des Komi. Elle nous raconte son arrestation

Avec la participation des historiens Marta Craveri et Marc Elie du CERCEC.



Des combattants de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne

Dimanche 21 mars

GOULAG : LES ENFANTS RACONTENT

(27 minutes)

Yaroslav, Silva et Klara sont ukrainien, letton et hongroise. Déplacés avec leur famille ou encore condamnée comme Klara à l'âge de 14 ans, ils ont grandi au goulag ou en déportation. Une expérience à la fois douloureuse et intense, avec laquelle ils ont dû se construire. Ils témoignent.

Silva Linarte est letton. Nous l'avons rencontrée à Daugavpils en janvier 2009. Elle a été déportée deux fois ! Et pourtant, son regard sur le Goulag est infiniment contrasté. « L'enfance au goulag », nous explique l'anthropologue Anne-Marie Losonczy, « c'est une expérience extraordinairement intense. L'intensité de la découverte, une intensité que l'on retrouvera rarement dans la vie adulte. » Pour aller à l'école, Silva doit faire des kilomètres à pied, elle découvre la taïga où rodent les animaux sauvages. « On était des enfants lituaniens, lettons... Et puis on a vu dans le lointain des petites lumières. Elles étaient loin et nous entouraient. On ne comprenait pas ce que c'était. On a vu que le cercle se resserrait de plus en plus. Et quand il était devenu tout proche on a vu que c'était des loups. Tout le monde a eu très peur. On a commencé à crier, pas pour les éloigner, mais parce qu'on était terrifiés. On criait de peur et les loups ont commencé à se retirer. Le cercle a commencé à devenir plus large. Ils ne sont pas partis tout de suite. Selon leur système : ils élargissent leur cercle, jusqu'à ce qu'ils partent. Qu'est-ce qu'on a eu peur ! »

Avec la participation d'Alain Blum (CERCEC) et Anne-Marie Losonczy (EPHE)

Silva Linarte avec ses sœurs en Lettonie entre ses deux déportations



Dimanche 28 mars

GOULAG : “LES DÉPORTÉS POUR LAVIE” RACONTENT

(27 minutes)

Au Kazakhstan et en Sibérie, Andreï Ozerovski, Josas Milautskas et Eléna Talanina, déplacés de force par les soviétiques après 1945, font partis de celles et de ceux qui sont devenus des déportés pour la vie, car ils ne sont jamais rentrés dans leur pays d'origine.

Le témoignage de Josas Milautskas en Sibérie :

« Ils nous ont amenés à Irkoutsk et ils nous ont déchargés des wagons. C'était en avril. De là, ils nous ont envoyés partout dans les campagnes de la région. C'est comme ça qu'on s'est retrouvé à Jigalovo. On nous a réparti dans des maisons vides, sans portes ni fenêtres. On a d'abord bouché les trous avec du papier. Ensuite avec l'hiver par la force des choses, on a essayé de s'installer un peu mieux. Et puis...on a fini par s'habituer à cette vie. Ils nous ont

d'abord forcés à aller bêcher les champs. Vous savez il n'y avait pas de tracteurs après la guerre. De toute façon il fallait qu'on remplisse notre quota journalier de travaux. »

Le témoignage d'Andreï Ozerovskij, 95 ans, à Karaganda, au Kazakhstan :

« Je suis arrivé à Karaganda en 1960, je me suis marié en 1955, et en 1956 notre fille est née. En 1960, je suis donc arrivé ici et je me suis fait embaucher à la mine. Je connaissais déjà la mine depuis mes années de camp à Djezkazgan. Mais là, j'étais libre, et il

n'y avait pas de gaz, c'était moins dangereux. Aujourd'hui, si je devais recommencer, je retournerais travailler à la mine. Certes, il y a des explosions, les gens peuvent y perdre la vie, oui, c'est dur. Mais aujourd'hui, comme je serais heureux de revoir la mine, ne serait-ce qu'une demi-heure. Moi j'adore regarder les mineurs. Je suis très profondément attaché à la mine ! »

Avec la participation des historiennes Emilia Koustova et Isabelle Ohayon, CERCEC.

Un dossier spécial sur www.rfi.fr Goulag : les européens parlent

Nous retrouvons les biographies de nos différents témoins, un diaporama des photographies inédites qu'ils nous ont confiées, nous entendons d'autres extraits de témoignages... Ainsi qu'une mise en contexte historique de leur déportation. Ce dossier internet « Goulag : les européens parlent » sera alimenté tout au long de l'année.

En ligne à partir du 10 mars

La famille de Silva Linarte avant la déportation



Silva Linarte en Lettonie entre ses deux déportations

CONTEXTE HISTORIQUE

Dans chaque pays où ont été recueillis les entretiens, la répression des Soviétiques a eu pour cible des catégories de personnes bien précises.

Suite à la signature du pacte entre les ministres des affaires étrangères allemand et soviétique Joachim von Ribbentrop et Viatcheslav Molotov, en septembre 1939, l'Union soviétique a annexé les territoires orientaux de la Pologne (l'Ukraine et la Biélorussie occidentales) et les Pays baltes. Les élites politiques, économiques et militaires qui habitaient ces territoires (Polonais, Juifs, Allemands, Ukrainiens, Lituaniens, Lettons, Estoniens et Biélorusses) furent arrêtées et condamnées à la déportation ou envoyés dans les camps du Goulag soviétique.

En Pologne, entre 1940 et 1941 les Soviétiques organisèrent quatre grandes vagues de déportations destinées à purger les régions orientales des éléments « indésirables ». La première opération en février 1940 visait principalement les colons militaires, c'est à dire les anciens membres de l'armée qui avaient combattu pendant la première guerre mondiale ou participé à la guerre russo-polonaise de 1920 et auxquels avaient été attribuées des terres dans l'objectif stratégique d'affirmer la présence polonaise dans les régions frontalières. Parmi les 140 000 déportés se trouvaient aussi d'autres catégories de personnes : les exploi-

tants agricoles et les employés de l'ancienne administration forestière.

En avril 1940, les déportations concernèrent surtout les représentants de l'ancien ordre public polonais, les membres des classes possédantes ainsi que leurs familles. Pendant la troisième vague, en juin 1940, la catégorie visée était celle des réfugiés qui avaient fui la Pologne occidentale occupée par les Allemands, mais qui ensuite avaient fait demande, auprès de la commission soviéto-allemande de transferts, d'y retourner. Tous ceux qui n'avaient pas obtenu la permission allemande de regagner la partie occidentale de la Pologne furent déportés par les Soviétiques. 80% des 75 000 personnes déportés dans les « colonies spéciales » de l'Union soviétique étaient des Juifs qui échappèrent ainsi paradoxalement aux massacres et à l'extermination du fait même d'avoir été déportés.

Lors de la dernière opération, en juin 1941, furent déportées toutes les personnes faisant partie des catégories déjà visées mais qui avaient échappé aux opérations précédentes. Dans les Pays baltes, les arrestations et les déportations en masse de la population commencèrent seulement en juin 1941 et environ 26 000 personnes furent déportées. Les opérations répressives soviétiques furent interrompues par l'invasion allemande et reprurent à la fin de la guerre. En 1943, avec la défaite de la Wehrmacht et la reconquête de ces territoires par l'Armée rouge, des unités spéciales de la police politique soviétique déclenchèrent une nouvelle vague de ré-

pression qui se traduit par la déportation ou l'arrestation et la condamnation aux travaux forcés de centaines de milliers de personnes vivant en Pologne, en Estonie, en Lituanie, en Lettonie, et en Ukraine occidentale.

Dans les Pays baltes, furent arrêtés principalement ceux qui avaient collaboré avec les nazis, ceux qui avaient été forcés de partir travailler en Allemagne ou qui s'y étaient rendus volontairement, les partisans des formations qui combattaient contre l'Armée rouge.

L'opposition systématique des paysans baltes à la collectivisation forcée des terres et l'aide qu'ils fournissaient aux partisans, qui continuèrent leur résistance dans les forêts, décida les Soviétiques à lancer une nouvelle opération de déportation au printemps 1949, qui touche environ 95 000 paysans. En Ukraine occidentale, les activistes et les sympathisants de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN) furent réprimés ainsi que les officiers et soldats de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA),

les collaborateurs et les soldats de la Division Galicia, une armée volontaire des Waffen SS. Pour priver l'UPA du soutien des paysans le NKVD brûla et déporta des villages entiers. En Pologne, depuis le mois de février 1942, s'était organisée une armée de résistance contre l'occupant qui prendra le nom d'Armia Krajowa et qui était active sur tout le territoire polonais d'avant 1939. Les officiers et les soldats de l'Armia Krajowa, arrêtés pendant l'avance de l'Armée rouge à partir de fin 1943, furent condamnés aux travaux forcés dans les camps du Goulag.

Pendant la brève période d'existence du gouvernement provisoire d'unité nationale de la république de Pologne, formé par les Soviétiques en 1944, la police politique soviétique procéda à plusieurs opérations de déportations ayant comme cibles les membres de la résistance civile contre les nazis. Fin 1945 sera créé le ministère de la sécurité polonais (MBP) qui se chargera de continuer la répression commencée par les Soviétiques.

En Roumanie, en juin et en août 1940, l'Armée rouge a envahi les territoires de la Bucovine du nord et la Bessarabie. Presque toute la population allemande de la Bucovine du nord, qui s'était installée pendant la domination autrichienne, fut forcée d'émigrer vers les territoires du Reich tandis que le NKVD procéda à des déportations massives de population vers l'URSS. A partir de 1945, tous les Allemands ethniques se trouvant sur les territoires libérés par l'Armée rouge en Roumanie, Yougoslavie, Hongrie, Bulgarie et Tchécoslovaquie vont être déportés en URSS.

Dans l'après-guerre, la Hongrie et la Tchécoslovaquie furent aussi touchées par la répression systématique de toutes les personnes pouvant constituer un obstacle à l'instauration d'un régime communiste dans ces pays, tandis que dans leurs territoires frontaliers avec l'Ukraine, d'importants transferts forcés de population furent entrepris par les Soviétiques. Des camps provisoires furent organisés sur les territoires hongrois et tchécoslovaque d'où les prisonniers ont été ensuite acheminés dans les camps du Goulag en Union soviétique.

Alain Blum,
Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen
Responsable du projet ANR
Les Archives sonores de l'Europe du Goulag

Marta Craveri,
Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen
Coordinatrice du projet ANR
Les Archives sonores de l'Europe du Goulag

Antanas Seikalis avec sa mère et ses deux frères

